

Les assises de la puissance soviétique dans le Tiers Monde

Depuis les années cinquante, l'URSS a étendu sa présence à l'ensemble du Tiers-Monde (1) et s'y est créé par sa politique d'aide un réseau d'amitiés qui lui a permis de devenir une « puissance mondiale » à part entière. Toutefois, le refus de participer à la gestion de l'économie mondiale prive cette puissance d'une dimension qui pourrait à terme s'avérer capitale.

A ce refus, diverses explications sont avancées. Du côté soviétique, on rappelle que l'URSS n'a pas de passé colonial et, partant, de responsabilité dans le sous-développement et qu'elle porte, de surcroît, « le fardeau d'assurer la paix et la sécurité aux peuples en butte aux agressions impérialistes » (2). Du côté occidental, on insiste plutôt sur l'insuffisance de ses capacités d'aide et on souligne que les complémentarités réelles de l'URSS avec le Sud ne sont pas économiques. L'adéquation des offres de chacune des parties aux besoins de l'autre reste globalement limitée au domaine politique.

1 La banalisation de la présence

Au début des années quatre-vingts, rares sont les pays en développement qui refusent encore de normaliser leurs relations avec l'Union Soviétique. Une douzaine environ demeurent réfractaires, parmi lesquels sept ont malgré tout accepté d'entretenir avec elle des courants commerciaux, épisodiques pour la plupart, mais permanents pour certains comme l'Arabie Saoudite. De 20 en 1953, le nombre des partenaires de l'URSS dans le Tiers-Monde non communiste est ainsi passé à 81 en 1980. L'ampleur de cette progression est très nette sur le tableau ci-après.

Deux continents, l'Afrique et l'Amérique, lui ont procuré l'essentiel — plus des 2/3 — de ces nouveaux partenaires. En Afrique, le processus de décolonisation lui a permis d'instaurer des relations diplomatiques et commerciales avec 34 pays depuis 1956. L'Amérique Centrale et le Bassin des Caraïbes, sur lesquels elle a orienté ses efforts lorsque le ralentissement du rythme des accessions à l'indépendance en Afrique s'est mis à freiner la progression du nombre de ses partenaires, lui en ont fourni 11 après 1968. De nos jours, si l'on excepte l'Océanie, la présence de l'URSS s'est étendue à l'ensemble du Tiers-Monde. Elle s'est banalisée au point que sa légitimité n'y est plus contestée.

2 La vocation stratégique de l'aide

Parallèlement à l'extension de sa présence, l'URSS a entrepris aussi dans les années cinquante de développer des programmes de coopération pour asseoir son influence. 64 pays ont accepté à des moments divers ses offres d'assistance économique et militaire. Tous, toutefois, n'ont pas bénéficié d'efforts comparables et le tableau révèle des zones de très forte concentration.

La principale de ces zones borde les frontières méridionales de l'Union Soviétique. Celle-ci dût en effet, dès le milieu des années cinquante, chercher à y neutraliser les dangers que recelait la création de l'OTASE et du Pacte de Bagdad. Pour sa sécurité elle lui a consacré pendant deux décennies l'essentiel de son aide et continue aujourd'hui pour préserver la primauté de l'influence qu'elle s'y est acquise.

Une concentration analogue, mais que des substitutions de partenaires rendent moins spectaculaire, s'observe sur certaines positions-clés des côtes africaines : Méditerranée occidentale (Algérie et Libye), Corne

(1) Les pays communistes d'Asie et Cuba sont exclus de l'analyse.

(2) A. Gromyko, ministre des Affaires étrangères de l'URSS. Lettre à K. Waldheim, 4 octobre 1976.

3
**L'importance
des
complémentarités
politiques**

orientale (Soudan, Somalie puis Ethiopie), Afrique australe (Mozambique et Angola) et Afrique occidentale (Guinée, Ghana, Congo et Nigeria). L'URSS dispose ainsi de points d'appui qui lui permettent de promouvoir ses intérêts loin de ses frontières. En Amérique Latine par contre, ce type d'approche n'a plus porté de fruits depuis la crise cubaine. L'Argentine, le Brésil, le Chili et le Pérou, qui tour à tour ont fait l'objet de sa sollicitude, ont refusé de s'engager à ses côtés.

Depuis l'origine, les succès de l'approche soviétique du Tiers-Monde non-communiste ont dépendu de l'existence d'étroites complémentarités politiques. Conflits locaux, guerres civiles, pressions occidentales, voire même aspiration à jouer un rôle sur la scène mondiale, en fournissent des exemples classiques.

Ainsi, en 1954 et 1955, la création par l'Occident d'un système d'alliances anti-soviétiques en Asie a fourni à l'URSS l'occasion d'approfondir ses relations avec l'Inde, l'Indonésie, le Sri-Lanka (Ceylan) et l'Egypte. Les trois premiers, inquiets pour leur souveraineté, lancèrent l'idée du neutralisme et acceptèrent les offres soviétiques. L'Egypte, elle, recherchait les moyens militaires d'une politique pan-arabe que l'Occident lui refusait depuis la guerre avec Israël. Les pressions turques et irakiennes déterminèrent le choix de la Syrie qui refusait d'adhérer au Pacte de Bagdad. Le Yémen se tourna vers Moscou par hostilité pour l'Angleterre qui occupait Aden. Et, plus tard, la Guinée et le Mali, en butte aux pressions de Paris...

La liste est trop longue pour pouvoir être ici exhaustive. Rappelons simplement qu'en Angola le MPLA était au bord de la déroute lorsqu'il fit appel à l'aide cubaine, et que les livraisons d'armes soviétiques à la Somalie avaient renversé le rapport des forces dans la Corne de l'Afrique lorsque l'Ethiopie s'adressa à l'URSS après le refus d'assistance militaire des Etats-Unis.

4
**L'absence
de complémentarités
économiques**

On cherche par contre en vain des exemples probants d'une complémentarité économique entre l'Union Soviétique et les pays du Sud. Ce n'est pas surprenant si l'on garde à l'esprit que les structures de leurs échanges commerciaux, loin de se compléter, offrent des similitudes qui les rendent concurrentes.

Comme les pays en développement, l'URSS importe principalement des machines, des moyens de transport et des produits manufacturés divers (62,7 % de ses importations en 1979 ; 56,2 % pour les pays du Sud lors de la même année). Les combustibles minéraux, principal poste des exportations du Sud (56,7 % en 1979) n'entrent que pour une faible part dans ses importations (3,6 %) car elle en est elle-même une grosse exportatrice (42,2 % de ses exportations en 1979, plus de 50 % en 1981).

Toutefois, certains besoins précis de l'URSS conditionnent des complémentarités bilatérales. Avec l'Argentine pour les céréales, le Brésil pour les tourteaux de soja et le maïs, le Ghana et la Côte-d'Ivoire pour le cacao, la Guinée pour la bauxite et le Maroc pour les phosphates. Mais il ne s'agit que de quelques exceptions à une règle générale. Par ailleurs, aucun de ces pays, même la Guinée, ne compte de nos jours au nombre de ses partenaires privilégiés.

L'approfondissement de la crise économique mondiale a rendu plus pressants les besoins d'aide du Sud. En quête de financement, l'URSS ne peut répondre à cette demande. Elle exige d'ailleurs le paiement en devises de ses livraisons d'armes et des services de ses coopérants et encourage ses clients à s'ouvrir aux capitaux de l'Ouest. On peut dès lors se demander si la seule convergence des intérêts politiques suffira encore longtemps à préserver son influence.

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. : 842.68.00.

Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française,
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 120 F.

Commande adressée à
La Documentation française,
124, rue Henri-Barbusse,
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
F. Gallouédec-Genuys.

CPPP n° 1462 AD.
Dépôt légal n° 1347,
3^e trimestre 1982.

Imp. Graphic-Expansion S.A.,
Nancy.

Imprimé en France.